



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

SUPPLÉMENT À INFORMATIONS OUVRIÈRES N°875
JEUDI 11 SEPTEMBRE

<https://infos-ouvrieres.fr>



Jour par jour,
suivez le fil
d'Informations
ouvrières
actualités de la lutte
de classe,
Palestine



Une lame de fond

Une lame de fond a surgi ce 10 septembre : par des blocages, par des puissantes manifestations, dans les petites comme dans les grandes villes, rassemblant une masse de militants, de jeunes et de travailleurs ; par des grèves parfois importantes dans plusieurs secteurs ; par des assemblées citoyennes particulièrement massives en soirée. Celles et ceux qui sont sortis l'ont fait pour affirmer en bloc leur rejet de Macron (le mot d'ordre « Macron démission » a été particulièrement repris), leur refus de la nomination de Lecornu comme Premier ministre, leur aspiration à une rupture radicale excluant tout replâtrage. De plus en plus, Macron devient le cœur de la cible. Comme le titre le journal *Le Monde* (10 septembre) : « La revendication du départ d'Emmanuel Macron, point de liaison des manifestations du mouvement du 10 septembre ». Quant au ministre de la guerre, Sébastien Lecornu, à peine est-il nommé Premier ministre qu'il fait face à une impopularité record (69 % des Français n'en veulent pas). A peine a-t-il voulu entrevoir la remise sur pied du « conclave » sur les retraites que la CFDT, pourtant pas enclin naturellement à refuser le dialogue – c'est le moins qu'on puisse dire – a tout de suite décliné : « Il n'est pas question de relancer le "conclave" ». Même le Parti socialiste (PS), qui, pourtant, dans la dernière période, a sauvé la peau du gouvernement Bayrou en refusant de le censurer, a déclaré par la voix du chef des sénateurs, Patrick Kanner : « On n'ira pas s'abîmer dans un nouvel accord de non-censure pour des queues de cerise » (*L'Opinion*, 11 septembre). Chacun mesure l'ampleur du rejet dont fait l'objet l'exécutif. Même si elles vont continuer à être tentées, les manœuvres grossières du PS et de Glucksmann, ainsi que celles du Rassemblement national (RN), et d'autres..., pour garder leurs petites places, préserver le chef de l'Etat et les institutions au nom de la « stabilité », vont devenir de plus en plus difficiles. A l'opposé de ces magouilles pathétiques, il y a La France Insoumise (LFI), qui s'oppose à tout « replâtrage » et qui est aux côtés des centaines de milliers qui se sont mobilisés le 10 septembre. Dans cette situation, ce qui s'est exprimé hier avec force et détermination est appelé à ressurgir, y compris à l'occasion de la journée du 18 septembre appelée par les confédérations. A suivre...



Assemblée au Port de Brest.



Hôpital Edouard-Herriot, Lyon.



Manifestation à Chambéry.



1 000 personnes sur les points de blocage en Loire-Atlantique.



Assemblée Place des fêtes (Paris).



Assemblée à Lyon.



Bayrou balayé, Macron le remplace par son ministre des Armées

Extraits de la chronique politique d'**Informations ouvrières** n°875

Conscient qu'il se retrouve de fait, et à nouveau, en première ligne, Macron, qui voit sa côte de popularité établir un nouveau record à 17 %, et qui concentre sur lui la colère de la population laborieuse – deux tiers des Français sont favorables à sa démission – n'a pas attendu longtemps avant d'annoncer le nom du successeur de François Bayrou.

C'est sur le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, que le choix s'est donc porté : tout un symbole ! En désignant comme nouveau locataire à Matignon celui qui veut porter le budget militaire à 57 milliards d'euros cette année, puis à 64 milliards l'an prochain, soit un doublement des crédits militaires en dix ans, Emmanuel Macron donne le signal clair qu'il entend bien continuer et intensifier sa politique belliciste et anti-ouvrière, pour fournir l'« effort de guerre » au détriment des « dépenses sociales ».

Ces derniers jours, l'Elysée n'a pas caché que sa recherche se portait sur un profil qui permettrait un soutien direct ou indirect du Parti socialiste (PS). De ce point de vue, sur la question de la guerre et des crédits de guerre, Sébastien Lecornu pourra sans nul doute compter sur le PS.

« JE VOTERAI POUR L'ENGAGEMENT DE MILITAIRES FRANÇAIS EN UKRAINE » (OLIVIER FAURE)

En effet, en matière de défense, le PS n'a jamais caché son soutien à la majorité présidentielle. Rappelons-nous que le président du groupe parlementaire du PS, Boris Vallaud, avait déclaré en mars dernier dans l'hémicycle, à propos de la situation en Ukraine et de la sécurité en Europe : « nous affirmons au gouvernement qu'il ne trouvera dans nos rangs que des soutiens déterminés

aux initiatives qu'il prendra afin de défendre l'Ukraine (...). Pour nous socialistes, il faut faire plus et plus vite : livrons des armes, encore des armes (...). Les socialistes sont prêts, en cas d'accord de paix, à ce que la France participe aux bataillons qui devront se porter sur le terrain. » C'est précisément ce qu'a réaffirmé Olivier Faure, dimanche dernier, par un post X : « Je voterai pour l'engagement de militaires français en Ukraine. ».

(...) Mais où tous ces gens-là veulent-ils nous emmener ? Rejet exprimé élections après élections, éviction de Premier ministre en rafale, refus du génocide à Gaza, de la guerre en Ukraine ou ailleurs, manifestations, grèves – petites ou grandes, par tous les bouts et de tous côtés, les travailleurs, les jeunes, l'écrasante majorité de la population laborieuse disent non.

Et tous ces gens-là, refusant de rompre, accrochés à leurs petits fauteuils, candidats à prendre la place (...) la masse, parce qu'elle ne veut plus être écrasée pour gaver les riches, avance pour une rupture radicale, pour se protéger et se défendre.

(...) Dans cette situation, oui, la présidente du groupe parlementaire de La France Insoumise (LFI), Mathilde Panot, a raison de dire (...) : « Puisque nous avons un président de la République qui refuse de changer de politique, et qui s'apprête à mettre un énième Premier ministre qui continuerait toujours la même politique, eh bien nous allons déposer cet après-midi une motion de destitution. »

Quand bien même tels ou tels replâtrages se mettraient en place, ils n'auront qu'un temps. Et avec les mouvements en cours et la motion de destitution déposée aujourd'hui, le temps leur est compté.

MEETING INTERNATIONAL
CONTRE LA GUERRE
5 OCTOBRE 2025 À 13H30 - DÔME DE PARIS

SERONT PRÉSENTS

José NIVOI
Italie
Porte-parole
des dockers de Gênes

Zarah SULTANA
Grande-Bretagne
Députée à la Chambre
des communes
co-fondatrice de Your Party

Amara ENYIA
Etats-Unis
Movement for Black Lives

Medea BENJAMIN
Etats-Unis
Co-fondatrice
du mouvement Codepink

Egalement avec la participation de
Stop the War coalition

José Nivoi, porte-parole des dockers de Gênes – actuellement sur la flottille pour Gaza et dont le syndicat a menacé de bloquer les ports d'Europe en cas de perte de contact – interviendra au meeting international contre la guerre le 5 octobre prochain à Paris !

À ses côtés, **Zarah Sultana**, députée britannique qui vient de fonder avec Jeremy Corbyn un nouveau parti rassemblant déjà plus de 700 000 membres sur une ligne de rupture. Nous accueillerons également **Amara Enyia** (Movement for Black Lives) et **Medea Benjamin** (cofondatrice de Codepink), deux figures majeures du mouvement anti-guerre américain.

John Rees, Stop the War sera présent et appelle à participer au meeting

MEETING INTERNATIONAL
CONTRE LA GUERRE
5 OCTOBRE 2025 À 13H30 - DÔME DE PARIS

SAINT
THE WAR

Soit une Europe militarisée, soit une Europe engagée pour la paix.

« Macron nomme son ministre de la guerre, Premier ministre. Plus que jamais : pas un euro, pas une vie pour leur guerre ! Rupture avec Macron et sa politique ! »
Tous au meeting le 5 octobre au Dôme de Paris !

INSCRIVEZ-VOUS SUR :
WWW.CONTRELAGUERRE.FR